

## **ENJEUX DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE AU NIGER : EXPERIENCE DES CANTINES SCOLAIRES DANS L'AMELIORATION DE LA QUALITE DU PROCESSUS D'ENSEIGNEMENTS/APPRENTISSAGES**

**Mohamed Moctar ABDDOURAHAMANE**

Laboratoire d'études et de recherches en sociologie et en anthropologie

Université Abdou Moumouni de Niamey, Niger

[abdramane75@yahoo.fr](mailto:abdramane75@yahoo.fr)

---

### **Résumé**

Les organisations non étatiques constituent des acteurs clés dans la délivrance des services d'éducation en Afrique. Leurs actions sont diverses et prennent la forme d'intervention. Dans les milieux ruraux africains en général, les offres scolaires ne correspondent pas le plus souvent à la demande sociale. Pour accompagner les efforts nationaux, les acteurs non étatiques interviennent à travers des stratégies souvent conçues localement. Ainsi, l'alimentation scolaire en tant que forme d'intervention en milieu rural est une démarche conçue et mise en œuvre par des partenaires de l'école dans des milieux défavorisés. L'objectif principal de ce travail de recherche est d'étudier les interventions du PAM dans la commune de Tondikiwindi. L'étude a tenté de savoir : en quoi les interventions du PAM en matière d'assistance alimentaire favorisent-elles la scolarisation des enfants dans la commune de Tondikiwindi ? A partir d'une enquête de terrain se fondant sur une approche mixte, les résultats des données collectées prouvent que les interventions du PAM améliorent la fréquentation scolaire des élèves dans la commune de Tondikiwindi. Elles favorisent aussi l'accès à la scolarisation des jeunes filles. Enfin, la communauté constitue la pierre angulaire pour le fonctionnement des cantines scolaires.

**Mots clés** : alimentation scolaire, cantines scolaires, scolarisation, qualité, Niger

## **Abstract**

Non-state organizations are key players in the delivery of education services in Africa. Their actions are diverse and take the form of intervention. In rural African areas in general, educational offers do not usually correspond to social demand. To support national efforts, non-state actors intervene through strategies often designed locally. Thus, school feeding as a form of intervention in rural areas is an approach designed and implemented by school partners in disadvantaged areas. The main objective of this research work is to study WFP interventions in the commune of Tondikiwindi. The study tried to find out: in what way do WFP's food assistance interventions constitute a means of educating children in the municipality of Tondikiwindi? From a field survey using a mixed approach, the results of the data collected prove that WFP's interventions improve the school attendance of students in the commune of Tondikiwindi. They also promote access to education for young girls. Finally, the community constitutes the cornerstone for the functioning of school canteens.

**Keywords:** school feeding, school canteens, schooling, quality, Niger

## **Introduction**

L'éducation des enfants est un droit humain, juridique et même constitutionnel (Pacte internationale relatif aux droits économiques, sociaux et culturels [PIDESC], 1976). Partant de là, les États sont dans l'obligation d'honorer cet engagement. Le Niger ne faisant pas l'exception dans cette obligation régaliennne, depuis des années essaie de faire, autant que faire se peut, pour assurer l'éducation des enfants. Mais, cet effort du gouvernement nigérien en matière d'offre d'éducation est rendu difficile en raison de l'insécurité alimentaire dans plusieurs contrées du pays. Selon l'Enquête nationale sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages en milieu rural. « *Au Niger, près de la moitié (47%) de la population est touchée d'une manière ou d'une autre par l'insécurité alimentaire ou nutritionnelle* » (EVIAM, 2017 cité par RESEN, 2018). Dans cette situation, les enfants sont exposés aux risques les plus aigus de

malnutrition et par conséquent, leur scolarisation est fortement hypothéquée par les abandons et les redoublements auxquels s'ajoutent les mariages précoces, les préjugés socioculturels et la pauvreté des ménages.

Ces dernières décennies, le secteur éducatif du Niger est confronté à de nombreux défis dont les plus grands se rapportent aux infrastructures, aux distances entre les lieux de résidence des élèves et l'école, aux considérations socio-économiques, religieuses et culturelles. En effet, avec son fort taux de croissance démographique (3,9 %) et sa population essentiellement jeune dont 16,9 % a l'âge légal d'être scolarisée (7 à 12 ans) (PASEC, 2014), le Niger enregistre des pléthores d'effectifs selon les cycles et les niveaux chaque année pendant que le nombre de salles de cours reste sensiblement le même. A titre illustratif, le nombre d'enfants en âge d'entrer au CI est passé de 350 000 en 2001. Ils sont estimés à 720 000 en 2018.

On estime qu'il y aura 1 000 000 d'enfants âgés de 7 ans frapperont à la porte de l'école primaire chaque année à partir de 2025 (RESEN, 2018).

En outre, dans les considérations religieuses et culturelles, l'école est perçue comme un facteur acculturant, surtout en milieu rural. Car, les valeurs qu'elle transmet sont considérées comme différentes voire contraires aux valeurs traditionnellement établies dans l'éducation, particulièrement pour la jeune fille. Alors, pour venir à bout des diverses difficultés qui assaillent l'éducation, l'Etat nigérien cherche à encadrer le secteur. Ainsi, une Loi d'Orientation du Système Educatif Nigérien (LOSEN) a été adoptée en 1998. Celle-ci détermine les rôles de chaque acteur. Egalement, le gouvernement a continué de montrer son engagement pour l'élaboration de stratégies d'éducation efficaces. C'est dans cette perspective que des Acteurs Non Etatiques (partenaires) accompagnent l'Etat à travers des stratégies conçues localement. Le PAM apporte son appui à l'Etat par une assistance en alimentation scolaire en milieu rural (A.T Dia C. Diagne, P. Ndiaye, A. Faye, I. Wone, B.C Gueye, I. Seck, et M. Diongue, 2009 ; M : EL Hioui, A. Soualem, A.O.T Ahami, Y. Aboussaleh, S. Rusinek, et K. Dik, 2008 ; O. Galal & J. Hulett, 2003).

Dans ce texte il sera question d'abord de la description du problème de recherche. Ensuite, la deuxième partie va se pencher sur l'étude des logiques et stratégies des acteurs lors de la mise en œuvre des programmes d'alimentations scolaires. Ces éléments théoriques seront suivis de la description de la méthodologie de recherche adoptée. Enfin, la dernière partie se focalise sur les résultats de la recherche suivis de leur discussion.

### **1. Position du Problème**

Le Niger, pays sahélien continental, est confronté depuis plusieurs années à des défis notamment les catastrophes naturelles et l'insécurité civile auxquelles on peut ajouter la COVID-19, qui ont créé de manière presque permanente, de nombreuses zones d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En effet, les populations nigériennes (dont plus de 80% est paysanne) sont victimes tantôt de sécheresses, tantôt d'inondations. En conséquence, certaines zones agricoles et agropastorales enregistrent des baisses de productions céréalières et de revenus agricoles. Cette perte de stocks céréaliers et de revenus agricoles et ceux de secteur informel a réduit l'accès à l'alimentation pour la plupart des ménages, les plongeant ainsi dans une situation d'insécurité alimentaire.

En plus des catastrophes naturelles, les conflits dans le Bassin du Lac Tchad, dans le Liptako Gourma et le Nord-Ouest du Nigeria et l'insécurité civile continuent d'être les principales menaces favorisant l'insécurité alimentaire des ménages des régions de Diffa, du Nord Tillabery, du Nord Tahoua et du Sud Maradi qui sont les zones les plus affectées. La persistance de ces incidents sécuritaires a provoqué de nombreux déplacements de populations avec des pertes des moyens d'existence, des perturbations des marchés et une réduction de l'accès pour les interventions humanitaires. Cette situation a conduit à la fermeture des écoles dans certaines parties du territoire.

Malgré les engagements et efforts consentis par le Gouvernement, la prévalence actuelle de la sous-nutrition au Niger est très élevée et les tendances sont restées inchangées durant la dernière décennie. Cette

malnutrition aiguë (reconnaissable physiquement par une extrême maigreur pour les cas sévères) affecte chaque année plus d'un million d'enfants dont au moins 350 000 sous sa forme la plus sévère.

Dans ce contexte, la continuité des services de l'éducation devient précaire. En effet, dans un contexte marqué par l'insécurité alimentaire, nutritionnelle et civile avec son corolaire sur le niveau de vie des ménages, les activités d'enseignements/apprentissages deviennent problématiques. Lange, M. F., Zoungrana, C. M., & Yaro, Y. (2006) expliquent à juste titre qu'hormis certains enfants issus des classes sociales supérieures les conditions de vie des élèves africains constituent souvent des entraves à la fréquentation et à la réussite scolaires. Cela sous-entend que plus le niveau de vie d'un ménage est bas, plus les chances de scolariser les enfants s'amenuisent, surtout celles des filles.

Ainsi, pour accompagner les autorités publiques dans la fourniture des services de l'éducation au Niger, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Niger a mis en place des cantines scolaires et fournit des repas chauds et équilibrés aux enfants. Ces aliments sont fortifiés en micronutriments et vitamines. Les activités du PAM s'inscrivent donc exactement dans l'esprit de la Constitution Nigérienne en son article 12 qui stipule que : « *tous les nigériens ont droit à une alimentation saine et suffisante, à l'éducation et à l'instruction* ». Il faut aussi noter que la gestion des cantines scolaires réunit trois partenaires du système éducatif à savoir le PAM, la contrepartie nationale et la communauté bénéficiaire. Ces différentes interventions du PAM à travers les cantines et leur gestion tripartite ont pour finalité de contribuer à réduire considérablement les inégalités de chances à l'école, les absentéismes et les abandons scolaires qui sont les principaux maux éducatifs qui assaillent les populations surtout celles des milieux ruraux nigériens.

Cependant, même dans les écoles à cantine la problématique de la fréquentation scolaire se pose encore avec acuité dans les milieux ruraux des sept régions du pays. Malgré les cantines, dans la commune de Tondikiwindi par exemple, le taux de scolarisation est compris entre 30 et 40% (PDC/Tondikiwindi, 2015). De ce fait, il s'avère nécessaire de

s'interroger au sujet de l'alimentation scolaire et de la gestion de ces cantines. Alors, quelles sont les logiques et stratégies des acteurs lors de la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire ? Quelles sont les formes de pratiques autour de la gestion des cantines scolaires ? Les programmes de l'alimentation scolaire sont-ils pertinents dans le contexte du Niger ?

L'objectif général de cette recherche est d'étudier les modes de gestion des cantines scolaires et leurs effets sur l'amélioration de l'enseignement à Tondikiwindi. Plus spécifiquement cette recherche vise à :

- analyser les logiques et stratégies de gestion de l'alimentation scolaire par les acteurs ;
- décrire les pratiques de gestion des cantines scolaires ;
- déterminer l'incidence de l'alimentation scolaire sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement à Tondikiwindi.

## **2. Méthodologie**

### **2.1. Brève présentation du champ de recherche**

Avec un taux de scolarisation compris entre 30 et 40% (PDC, Tondikiwindi, 2015), le secteur de l'éducation de la commune de Tondikiwindi connaît d'énormes problèmes en quantité et en qualité sous l'angle de l'offre des infrastructures, du matériel et équipements didactiques, et du personnel enseignant en nombre suffisant et qualifié.

Dans le cadre de ce travail, il s'agit essentiellement des écoles à cantines de la commune de Tondikiwindi où le PAM intervient depuis plusieurs années dans le secteur de la nutrition, du développement rural.

### **2.2. Type de recherche**

Cette recherche est de nature qualitative. Elle se veut descriptive et analytique dans la mesure où l'objectif visé est d'étudier les logiques et stratégies des acteurs lors de la gestion des cantines scolaires.

### **2.3. Population de l'étude**

La population de l'étude se compose des élèves, des directeurs, des membres des CGDES des écoles primaires des localités concernées. Dans ces mêmes localités, les femmes chargées de la préparation des repas dans

les écoles à cantines, les chefs des villages où sont installés les moulins à grains sont considérées comme les cibles de cette recherche. A ceux-là s'ajoutent le gestionnaire de cantine, l'inspecteur pédagogique, les ménages des élèves bénéficiaires des chèvres et des bourses ADO, et les membres des unités éducation et suivi évaluation du PAM.

#### **2.4. Echantillonnage de l'étude**

L'échantillonnage au niveau des établissements scolaires de Tondikiwindi a été élaboré de façon aléatoire. La technique probabiliste a permis, sur la base de la liste officielle des écoles à cantine, de tirer au sort la liste des écoles à investiguer. Il s'agit des écoles des localités suivantes : Tondikiwindi, Kassi tondi, Tougfini, Mondolo koira zeno et Kobi koira.

En ce qui concerne les groupes stratégiques concernés par la recherche, le choix a été fait en tenant compte des critères de l'exemplarité. Ainsi, les répondants sont choisis parmi les acteurs directement ou indirectement concernés par la gestion des cantines scolaires. Il s'agit des chefs de ménages des élèves bénéficiaires de bourse/chèvre, des directeurs d'établissement, des femmes chargées de la préparation des repas dans les écoles à cantines, des chefs des villages, du gestionnaire de cantine, des CGDES, de l'inspecteur, des "unités éducation et suivi évaluation" du PAM et des personnes ressources.

#### **2.5. Techniques de collecte des données**

Un canevas général a été utilisé pour produire les données. Ce canevas a donné lieu selon les cas à des entretiens semi-directifs et des observations directes. En outre, l'analyse de la littérature grise produite par la mairie, les administrations scolaires et le PAM a permis de disposer de données ayant permis de compléter les informations obtenues lors des entretiens.

### **3. Résultats**

#### **3.1. Stratégie du PAM sur la mise en œuvre de l'alimentation scolaire**

Le programme d'alimentation scolaire du PAM au Niger se déroule en milieu rural dans les zones nomades et sédentaires. La mise en place d'une

cantine scolaire est conditionnée par un certain nombre de critères notamment l'insécurité alimentaire. Ce sont les enfants qui sont exposés aux risques les plus aigus de malnutrition qui sont ciblés.

Ainsi, le ciblage des bénéficiaires des programmes a des avantages comme des inconvénients. Lorsqu'il est fait sans erreur, le ciblage peut assurer un impact optimal en dirigeant des ressources vers ceux qui en ont le plus besoin. Il peut aussi conduire à la stigmatisation en suscitant la jalousie et la convoitise de ceux qui n'en bénéficient pas dans la même zone ou village.

Mais, en cas d'erreur de ciblage, le programme risque de perdre son efficacité en s'appliquant à des personnes ne nécessitant pas cette aide. Malheureusement, dans beaucoup de pays en développement, qui ont en général des très faibles taux de scolarisation est faible, paradoxalement les programmes d'alimentation scolaire touchent rarement les plus démunis (J. Hallak et M. Poisson ,2009).

Alors, pour minimiser les erreurs, un système de ciblage a été élaboré par le PAM dans le cadre de ses interventions en matière d'alimentation scolaire. Le premier consiste à partager l'ensemble des départements du Niger en trois catégories sur la base de trois indicateurs : le taux brut d'achèvement de l'enseignement, le niveau d'insécurité alimentaire et la prévalence du nomadisme. En résultat de la combinaison de ces indicateurs, le Niger a été divisé en différentes zones de priorité. Le deuxième niveau s'intéresse à la sélection des villages et des écoles. Il prend en compte les activités, les modes de vie des communautés et la situation des enfants scolarisés.

### **3.2. Typologie des interventions dans le domaine éducatif**

Dans le domaine éducatif, le PAM intervient dans la mise en place des cantines scolaires (écoles sédentaires et nomades). Autour de ces cantines sont annexées des activités complémentaires tels que le jardin potager, le moulin et le troupeau scolaire ; la distribution des bourses octroyées aux élèves filles (primaire<sup>25</sup>, collège et lycée).

---

<sup>25</sup> Pour le primaire, le ciblage porte seulement sur les filles inscrites au CM.

Les vivres fournis par le PAM aux cantines scolaires sont destinés exclusivement aux élèves (filles et garçons) inscrits à l'école et régulièrement présents en classe. La ration alimentaire journalière actuellement fournie par le PAM à chaque élève, fille et garçon, est définie dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Composition des rations journalières des élèves

| Composition de la ration                         | Ecoles sédentaires |          | Ecoles nomades |          |       |
|--------------------------------------------------|--------------------|----------|----------------|----------|-------|
| Types de denrées                                 | Petit déjeuner     | Déjeuner | Petit Déjeuner | Déjeuner | Dîner |
| Céréales (mil,sorgho,riz,maïs)                   | -                  | 168 g    |                | 130 g    | 120 g |
| Légumineuses (haricots)                          | -                  | 50 g     |                | 50 g     | 50 g  |
| Huile végétale                                   | 5 g                | 20 g     | 5 g            | 20 g     | 15 g  |
| Supercereal (CSB+ avec sucre)                    | 50 g               |          | 50 g           | -        | -     |
| Sel                                              | -                  | 5 g      |                | 4 g      | 3 g   |
| Total (g/personne/jour)                          | 298 g              |          | 447 g          |          |       |
| Total kcal/jour                                  | 1313               |          | 1882           |          |       |
| Jours d'alimentation/de transfert monétaire/mois | 20                 |          | 30             |          |       |
| Nombre de mois prévu par an                      | 9                  |          | 9              |          |       |
| Jours par an                                     | 180                |          | 270            |          |       |

Source : CSP-PAM 2018-2019

### 3.3. Modèle de gestion tripartite des cantines scolaires

Dans le cadre du fonctionnement et de gestion des écoles à cantines et le paquet intégré d'activités placé autour des écoles à cantines, un modèle de gestion composé de trois parties (le PAM, la communauté de Tondikiwindi et le MEN/Etat) a été mis en place. Chacune des parties, en ce qui la concerne a une tâche. Le PAM a pour tâche de fournir les vivres, d'élaborer et de mettre en place des outils de gestion et de suivi-évaluation acceptés par toutes les parties prenantes ainsi que l'organisation des missions conjointes de suivi avec la partie Etat. La tâche de la communauté quant à elle fournit de l'eau, du bois de chauffe. Elle assure aussi la préparation des repas (petits déjeuners, déjeuners et dîners) grâce à des femmes bénévoles désignées par la communauté. Ces femmes bénévoles effectuent la préparation avec ponctualité comme le témoigne l'une d'entre elles : « *Les repas sont préparés à temps pour nos enfants à l'école* » (Entretien avec une cuisinière, 2018). C'est également la communauté qui

met en place des structures de gestion (APE/CGDES/AME) pour la coordination et la gestion des activités scolaires communément appelée le CGDES. Cet organe partage la responsabilité de la gestion de la cantine avec le directeur d'école. Le CGDES participe aussi au prélèvement journalier des rations des élèves présents à l'école chaque jour. La partie Etat pour sa part octroie la fourniture trimestrielle de condiments, le pétrole pour les lampes, le bois et le savon en complément des denrées fournies par le PAM. Cette troisième partie (Etat) est responsable de la bonne exécution et du suivi du programme. Elle consolide, analyse et partage avec le PAM les rapports trimestriels et annuels fournis par les coordonnateurs régionaux des cantines scolaires.

Les données recueillies sur la mise en place des vivres, le mode de fonctionnement et de gestion des cantines scolaires révèlent des risques de protection et de redevabilité liés à leur mise en œuvre. C'est cette même inquiétude que l'on retrouve chez J. Hallak et M. Poisson (2009) qui mettent en exergue des « formes de mauvaises pratiques potentielles » lors de la passation des marchés, l'exécution des programmes alimentaires scolaires qui restent souvent opaque vis-à-vis des bénéficiaires que sont les élèves et leurs parents.

### **3.4. Outil de suivi-évaluation des cantines scolaires de Tondikiwindi**

Pour assurer une gestion efficace des activités des écoles à cantines, le PAM a mis en place un modèle de suivi-évaluation. Pour le suivi de l'activité PAS, le PAM a élaboré et mis en place des outils qui sont partagés avec la contrepartie nationale. Ce système de Suivi-Evaluation repose sur l'analyse des données collectées sur le terrain. La collecte des données a lieu à des moments précis de l'année scolaire à l'aide des fiches. Certaines données sont requises en début d'année scolaire, d'autres en fin d'année scolaire ou ponctuellement requises. Les fiches de suivi sont remontées de l'école à l'IEP, le DREP, le MEN et PAM. Ainsi, il y a la fiche D1 de suivi de début d'année scolaire, la fiche D2 de suivi de fin d'année scolaire et la fiche D3 de suivi trimestriel. La fiche D1 de suivi de début d'année scolaire donne la situation du nombre d'élèves inscrits (garçons et filles) par classe et permettra au PAM et à la Contrepartie Nationale de l'éducation de

planifier les prochaines distributions au niveau des écoles et également de suivre l'évolution des effectifs d'une année à l'autre. Elle donne également des informations sur les conditions sanitaires de l'école et le fonctionnement de la cantine et du CGDES. Quant à la Fiche D2 de suivi de fin d'année scolaire, elle donne des informations sur la distribution des rations sèches et la situation des effectifs en fin d'année scolaire. Elle permet donc de calculer la déperdition scolaire en pourcentage et par sexe. Elle fournit aussi des informations concernant le nombre de jours de classe/cantine effectués pendant l'année scolaire. La fiche D3 de suivi trimestriel permet de suivre l'utilisation des vivres au niveau de l'école et également de réaliser des actions appropriées en cas de perte ou d'avarie. Le registre de mouvement de stock permet de suivre tous les mouvements de stock, à savoir les entrées, les sorties, les pertes et les reliquats de stock en fin d'année scolaire. Il donne la traçabilité sur le nombre des rationnaires par jour et les journées de fonctionnement de la cantine. Le registre d'appel journalier permet le suivi des absences : Il est utilisé pour le suivi de la fréquentation et le calcul des absences des élèves par mois/trimestre. Sur cette base, le taux de fréquentation (assiduité) par trimestre pourra être calculé.

### **3.5. Gestion scolaire, des indicateurs encourageants**

La plupart des parents confirment l'existence des structures administratives au niveau de l'école. En effet, il y a respectivement 67% et 86% des enquêtés qui confirment que leurs écoles disposent de CGDES et d'APE mis en place par le directeur de l'école. Même si respectivement moins de 20% et 25% des enquêtés sont membres du CGDES et de l'APE, plus de la moitié affirme avoir participé au moins une fois à une réunion du CGDES (50%) ou de l'APE (71%).

Les avis des parents divergent quant au mode de nomination des membres des bureaux CGDES et APE. Cet état de fait laisse croire que les procédés ne sont pas clairs pour tous ou partout. Tout de même, dans l'ensemble les parents pensent que ces deux instances sont plutôt désignées qu'élues par la communauté. Cependant, les réponses des enquêtés convergent sur les méthodes de prise de décision au sein des

deux structures CGDES et APE. Au sein de toutes structures dans les diverses écoles enquêtées, les répondant s'accordent à dire que la ou les décisions à prendre et à exécuter sont dites par le directeur d'école. Cela explique peut-être que pour les parents les actions sont plutôt exécutées qu'examinées ou discutées. Donc, elles ne sont pas prises de manière transparente dans les CGDES et les APE. Puisqu'elles n'existent que de nom ou de forme dans toutes les écoles d'interventions du PAM, elles ne sont animées que d'une ou deux personnes en entente avec le directeur de l'école.

Par ailleurs, les enquêtés confirment que les communautés sont motivées et engagées. Se faisant, elles se mobilisent et participent toujours activement pour la prise en charge des questions de la vie de l'école de leur village. Les parents semblent raisonnablement y participer. Ce qui dénote leur engagement et leur adhésion à la cause de l'école ; ils ne se sentent pas exclus des décisions qui y sont prises. Sachant que dans tout mouvement, dans toute organisation, on a besoin d'un guide ou éclairer. A Tondikiwindi aussi, la majorité des parents reconnaissent que le directeur de l'école est le seul guide du comité de gestion, le détenteur de l'information et responsable de la gestion à l'école.

De l'avis des acteurs interviewés dans les écoles, la gouvernance de l'école primaire s'est sensiblement démocratisée dans les écoles à cantines avec l'avènement des organisations des parents d'élèves que sont l'association des parents d'élèves (APE), le comité de gestion (CGDES) et l'association des mères éducatrices (AME). Selon le personnel administratif scolaire interrogé, ces structures sont démocratiquement mises en place. Elles prennent des décisions consensuelles, quoique pas toujours transparentes, et participent activement à la vie de l'école.

S'agissant des ressources financières allouées à l'école, elles sont méconnues par les autres membres du CGDES puisqu'essentiellement gérées par le directeur de l'école. Seules quelques personnes prétendent connaître le fonds alloué à leur école mais, même eux l'ont confondu aux charges financières de l'école (le budget du plan d'actions du CGDES présenté en début d'année). Ce qui montre probablement que les

communautés ont un manque général d'intérêt sur les questions financières de l'école alors qu'en dépit des vulnérabilités des ménages, ces parents s'acquittent des cotisations retenues sur leurs enfants. Ce désintéressement peut être expliqué selon les résultats de l'enquête menée auprès de l'administration scolaire par le niveau d'instruction des membres des CGDES et APE qui sont « analphabètes ». Ce handicap ne leur a pas permis de maîtriser les règles et régulations en matière de gestion financière, même les plus élémentaires. Ils ne reçoivent que des appuis et des conseils très ponctuels dans le cadre des projets (formation Banque Mondiale, UNICEF et du PAM).

Cette étude a aussi révélé aussi parfois l'absence ou la non fonctionnalité de la fédération des CGDES dans la commune de Tondikiwindi qui devrait assurer la professionnalisation des CGDES à travers le soutien des inspecteurs, la formation en gestion financière régulière, ou l'appui spécifique aux membres analphabètes ou aux femmes. Ce besoin de renforcement de capacités est aussi exprimé par les directeurs d'école et les inspecteurs qui marquent aussi leur insuffisance en matière de gestion financière et des vivres.

Enfin, l'utilité des deux structures est perçue par les enquêtés. C'est pourquoi, respectivement 64% et 82% confirment que le CGDES et l'APE sont utiles voire nécessaires. Dans l'ensemble, les parents estiment que leurs avis sont importants et comptent pour le CGDES (56%) et pour l'APE (74%).

### **3.6. Performances en matière d'accès**

En d'autres termes, les performances en matière d'accès et de couverture sont appréciées à partir des indicateurs tels que : évolution des nouveaux inscrits en première année du cycle de base1 et la fréquentation à travers les effectifs des élèves. *« L'évolution des effectifs, pour intéressante qu'elle soit, doit être comparée à celle des populations scolarisables correspondantes, car ce sont ces dernières qui définissent la demande potentielle d'éducation à laquelle les services éducatifs doivent faire face »* (UNESCO, 2014, p.75). Cette enquête montre que c'est la

méthode appliquée et suivie par les acteurs impliqués dans la gestion des cantines (voir tableau ci-dessous).

Tableau 2: Évolution des nouveaux inscrits en 1<sup>ère</sup> année (CI) d'études du cycle de base 1

| Type d'écoles | Sexe    | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | % annuel moyen |
|---------------|---------|-----------|-----------|-----------|----------------|
| Cantines      | Filles  | 453       | 457       | 555       | 51,48          |
|               | Garçons | 406       | 432       | 543       | 48,52          |
|               | Total   | 859       | 889       | 1098      | 100            |

Source : Données IEP, Tondikiwindi

Ce tableau montre qu'en matière d'accès et couverture, il y a eu une évolution. C'est ainsi qu'entre 2016-2017, les inscrits filles passent de 453 à 555 et entre 2018-2019 le taux était à 51,48%. Quant aux inscrits garçons, l'effectif de 2016-2017 était 406 contre 543 et entre 2018-2019 le taux était à 48,52% ; juste un léger retard derrière l'effectif des filles. En conséquence, que ce soit fille ou garçon, les interventions du PAM ont influé sur l'accès des enfants à l'école dans la commune de Tondikiwindi.

Au sujet des résultats lors des évaluations (tableau3), la situation n'est pas toujours satisfaisante. On voit par exemple une école à cantine qui obtient seulement 40% d'admission à l'examen. L'ensemble des écoles à cantine de la commune obtient 37,47%.

Tableau 3: Évolution du taux de réussite à l'entrée en 6ème

| Ecoles de l'IEP   | Période   | Présentés |      |       | Admis |     |       | Taux de réussite |        |                  |                |
|-------------------|-----------|-----------|------|-------|-------|-----|-------|------------------|--------|------------------|----------------|
|                   |           | F         | G    | Total | F     | G   | Total | F                | G      | Taux de réussite | % des cantines |
|                   | 2016-2017 | 901       | 983  | 1884  | 411   | 537 | 948   | 43,35            | 56,65  | 50,31            | 49,68          |
|                   | 2017-2018 | 1046      | 1020 | 2066  | 535   | 602 | 1137  | 47,05            | 52,95  | 55,03            | 37,47          |
| Ecoles à cantines |           | F         | G    | Total | F     | G   | Total | F                | G      | Taux de réussite |                |
|                   | 2016-2017 | 409       | 310  | 719   | 319   | 152 | 471   | 67,73%           | 32,27% | 65,51%           |                |
|                   | 2017-2018 | 372       | 692  | 1064  | 163   | 263 | 426   | 38,26%           | 61,74% | 40%              |                |

Source : données IEP Tondikiwindi, décembre 2018.

Selon les responsables des écoles, les insuffisances des résultats d'évaluation des élèves peuvent s'expliquer par le faible niveau des élèves dû au programme de passage automatique et aux effets liés à la suppression du certificat de fin d'études du premier degré (CFEPD. Sur les résultats moyens obtenus pendant les deux années de 2016 à 2018 de l'IEP, les écoles à cantines ont respectivement enregistré un taux de réussite de 49,68% et 37,47% pour les sessions de Juin 2017 et 2018 sur des taux globaux respectifs de 50,31% et 55,03%. Il ressort de l'analyse, que les taux de réussite des écoles à cantines sont supérieurs aux écoles non-cantines en faisant une comparaison proportionnelle au nombre.

En effet, les résultats obtenus par les écoles à cantines comparés aux résultats globaux de l'IEP peuvent avoir un lien avec l'accompagnement du PAM à travers son assistance alimentaire aux élèves. Nous pouvons toutefois affirmer que l'alimentation scolaire à l'école améliore l'accès et la rétention des élèves à l'école, notamment les filles et influe sur leurs résultats scolaires.

#### **3.6.1. Amélioration de la fréquentation scolaire**

L'assiduité dans la fréquentation de l'école est une condition pour la réussite scolaire des élèves. L'alimentation scolaire a un effet régulateur sur la fréquentation des élèves en leur permettant, quel que soit leur milieu socioéconomique, d'avoir les mêmes chances à l'école. En effet, *« Libérés de la faim, les enfants sont plus attentifs en classe. On a remarqué que pendant les ruptures et autres retards de livraison des vivres, la suppression momentanée du repas scolaire provoque des abandons ; mais les écoliers reviennent lorsque la cantine reprend »* (Entretien avec un responsable de l'éducation, avril 2018, Tondikiwindi). Il ressort alors clairement de ce témoignage que l'alimentation scolaire est un moyen de rétention des élèves à l'école.

#### **3.3.6. Evaluation des effectifs**

L'évolution des effectifs scolarisés décrit l'information sur la couverture du système éducatif dans la commune de Tondikiwindi. Le tableau ci-dessous donne l'évolution des effectifs selon l'année.

*Tableau 4: Évolution des effectifs selon l'année*

|                              | Sexe    | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | % annuel moyen |
|------------------------------|---------|-----------|-----------|-----------|----------------|
| Ensemble des écoles de l'IEP | Filles  | 7347      | 6377      | 7024      | 51,96          |
|                              | Garçons | 7185      | 5648      | 6351      | 48,04          |
|                              | Total   | 14532     | 12025     | 13375     | 100            |
| Ecoles à cantines            | Filles  | 1971      | 1989      | 2171      | 51,40          |
|                              | Garçons | 1949      | 1850      | 1997      | 48,60          |
|                              | Total   | 3920      | 3839      | 4168      | 100            |

Source : Rapports IEP, Avril 2018, Tondikiwindi

Dans les écoles à cantines, on dénote une bonne scolarisation des filles et des garçons dans la commune avec un taux moyen de 51,40% pour les filles contre 48,60% pour les garçons sur les trois années scolaires (de 2016 à 2019). Ce tableau fait également ressortir l'accroissement des effectifs des filles sur ceux des garçons aussi bien dans les écoles qui bénéficient de l'assistance du PAM que dans les écoles de la commune toute entière.

Enfin, l'analyse des données du tableau des effectifs montre des progrès de fréquentation surtout des filles des écoles assistées par le PAM dans cette zone. On remarque que toutes ont, de manière générale, à partir des effectifs sur les trois années 2016-2019, une scolarisation en dent de scie : descendante et ascendante suivant les années.

### **3.7. Distribution de bourses aux filles vulnérables**

L'adolescence des filles est marquée par les difficultés d'accès à un enseignement secondaire de qualité, les risques de mariage précoce, de grossesses non désirées ou pas espacées, les maladies sexuellement transmissibles et les difficultés à faire valoir leur droit à avoir des informations relatives à la santé reproductive. Le PAM entend résorber ce problème.

Pour ce faire, il a mis en place dans les écoles à cantine se trouvant dans les zones dites « commune de convergence » un projet de trois (3) ans au profit des filles adolescentes. Un accent particulier est mis sur le soutien à la scolarisation et l'autonomisation des filles et des jeunes femmes. Cette opération d'appui a commencé depuis la rentrée scolaire

2016-2017 dans toutes les écoles à cantine situées dans les 35 communes de convergence du Niger.

L'objectif est d'assurer le maintien des filles à l'école tout en améliorant le niveau d'instruction des filles et leur confiance en elles-mêmes. Cela permettrait de réduire le risque de mariage précoce et ainsi contribuer à briser le cycle intergénérationnel de la malnutrition et de vulnérabilité des filles.

**Tableau 5: Effectifs des filles bénéficiaires**

| Com-mune                   | Niveaux concernés par la bourse ADO |          |       | Montant distribué par trimestre |         |       | Montant distribué trimestres 1,2 et 3 |          |        | Montant total en FCFA distribué |
|----------------------------|-------------------------------------|----------|-------|---------------------------------|---------|-------|---------------------------------------|----------|--------|---------------------------------|
| Ecoles                     | Primai-re (CM)                      | Col-lège | Lycée | CM                              | Collège | Lycée | CM                                    | Collège  | Lycée  |                                 |
| Bourse en F CFA/Tri mestre |                                     |          |       | 6000                            | 12000   | 18000 |                                       |          |        |                                 |
| Effectifs atteints         | 937                                 | 770      | 2     | 5622000                         | 9240000 | 6000  | 16866000                              | 27720000 | 108000 | 44 694000                       |

Source : Données de terrain, Avril 2018, Tondikiwindi

Dans cette commune de Tondikiwindi les filles (des classes de CM des écoles primaires, collèges et lycées) reçoivent chacune une allocation trimestrielle donnée en espèces de 6000f/12000F et 18000 FCFA pour encourager les familles à maintenir leurs filles à l'école. Elles reçoivent aussi une supplémentation de fer acide folique (FAF).

Ainsi, pendant l'année scolaire 2017-2018, le PAM a distribué un montant de 44 694 000 FCFA pour 1709 élèves réparties comme suit : 937 élèves au primaire (classes CM) pour un montant de 16 866 000 FCFA, 770 au collège pour un montant de 27 720 000 FCFA et 2 au lycée pour un montant de 108 000 FCFA. Ces filles sont recensées dans 43 écoles (primaire, collèges et lycée) dont les bénéficiaires sont de la commune de Tondikiwindi.

Selon des personnes interrogées, l'attribution de bourses aux élèves du cycle primaire et secondaire a eu pour effet d'accroître le nombre de jeunes qui achèvent leur cycle primaire et secondaire. Pour certains enquêtés, les bourses scolaires destinées aux filles des ménages vulnérables renforcent aussi la résilience des ménages concernés.

#### **4. Discussion**

##### **4.1. Des actions du PAM pertinentes en matière de fréquentation scolaire**

Les interventions du PAM à travers l'alimentation scolaire constituent un facteur favorisant la fréquentation scolaire dans la commune rurale de Tondikiwindi. Car, la fréquentation est plus élevée dans les écoles à cantine que dans celles qui n'en ont pas. Aussi, dans les écoles à cantine les enfants ont-ils tendance à abandonner lorsqu'il y a rupture de ration comme le témoigne un acteur de l'éducation : « *la suppression momentanée du repas scolaire provoque des abandons ; mais les écoliers reviennent lorsque la cantine reprend* ». Ces réactions montrent sans doute que c'est la présence de l'alimentation scolaire qui suscite l'engouement pour l'école de la part des élèves. On peut s'en convaincre lorsque l'on analyse l'évolution des effectifs des écoles à cantine. L'analyse des données montre des progrès de fréquentation surtout des filles des écoles assistées par le PAM dans la commune de Tondikiwindi. Cet état de fait est en harmonie avec des recherches comme celles de Dia et al., 2009 ; EL Hioui, et al., 2008 ; O. Galal & J. Hulett, 2003). Mieux, à travers surtout sa stratégie d'aide aux filles vulnérables, le PAM fait la promotion de la jeune fille et par là, lutte pour une autonomisation des femmes.

Mais les interventions des partenaires de l'éducation dans les pays en développement en général et au Niger en particulier ont une durabilité limitée. Ce qui n'est pas sans conséquence sur la bonne marche du service éducatif car il a suffi que le partenaire arrête son intervention pour que les activités, elles aussi subissent une fin. Ce constat est très évident comme le montre ce passage :

La non-viabilité des programmes d'alimentations scolaires sur le long terme est souvent dénoncée, surtout lorsqu'ils reposent sur l'aide extérieure. Qu'ils aient un impact ou non positif sur la scolarisation, l'assiduité et les capacités d'apprentissage des élèves, cet impact ne peut être que de courte durée, en raison des ressources financières, matérielles et humaines que requièrent ces programmes et dont ne disposent pas nécessairement les pays bénéficiaires (C. Lugaz, 2006, p.25).

#### **4.2. L'alimentation scolaire améliore l'accès à la scolarisation des jeunes filles**

Les données des deux tableaux (2 et 3) présentent dans un premier temps un accès des filles à l'école, en l'occurrence l'effectif des filles inscrites en première année 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Ce qui donne une évolution du nombre de filles nouvellement inscrites à l'école d'année en année. Dans un deuxième temps, elles montrent l'effectif des filles ayant achevé le cycle c'est-à-dire celles qui entrent en 6<sup>ème</sup>. Partant, on clairement déduire qu'il y a une rétention des filles à l'école. Cela donne une vue en matière d'accès et en même temps de rétention des filles dans le système éducatif. Cette analyse est d'ailleurs partagée par certaines institutions comme l'UNESCO :

Le profil de scolarisation présente l'avantage de fournir une information de la scolarisation qui va au-delà d'une simple moyenne comme le TBS. Il offre en outre une représentation visuelle du parcours scolaire depuis l'accès en début de cycle, jusqu'à son achèvement. Il permet également d'analyser les questions de rétention et procure donc des éléments de diagnostic plus précis sur la scolarisation (UNESCO & al, 2014).

Si les cantines scolaires ont fait leur preuve en ce qui concerne la scolarisation des élèves (filles comme garçons) de façon générale, qu'en est-il de la qualité de leurs apprentissages scolaires ?

Il est vrai que l'assistance alimentaire du PAM contribue à l'accès, la fréquentation, le maintien et par conséquent à l'achèvement du cycle poursuivi par les élèves, mais quand on évalue les apprentissages des

élèves, on se rend compte du manque de qualité des acquis des élèves (IPS, 2017).

#### **4.3. La communauté, pierre angulaire du fonctionnement des cantines scolaires de**

Les données collectées présentent une participation communautaire dans la gestion et le pilotage des cantines scolaires à Tondikiwindi. Ainsi, la communauté est la figure de proue pour le bon fonctionnement des écoles à cantines en l'occurrence sa participation dans l'apport en eau, de bois de chauffe et en ressources humaines pour la préparation et la distribution des repas chauds aux élèves par des femmes bénévoles désignées par la communauté. La communauté participe également à la gouvernance scolaire, à la construction d'infrastructures telles que le magasin de stockage des vivres, les réfectoires, les logements des enseignants et leur entretien. Mais, là, il faut souligner que ces travaux sont effectués par des hommes et, assez souvent ceux ayant même leurs enfants inscrits à l'école. En plus de toutes ces activités, la communauté participe aussi au fonctionnement des cantines et exercent d'autres activités complémentaires placées autour des écoles à cantine par les représentants des structures CGDES, AME et APE mises en place par les communautés villageoises elles-mêmes.

Si la participation communautaire a beau contribué dans la bonne gestion des écoles en général et les cantines scolaires en particulier, il n'en demeure pas moins qu'elle même s'adonne assez souvent à des pratiques malsaines de tout genre. En effet, le vol, la corruption sont visibles dans le milieu de gestion des cantines scolaires. Ce constat a été fait dans une autre recherche réalisée par Global Child Nutrition foundation (2021).

#### **Conclusion**

Cette recherche a permis de comprendre la pertinence de l'aide alimentaire en faveur de la scolarisation en particulier en milieu rural (sédentaire et nomade) nigérien dont les élèves proviennent en général de familles vulnérables.

Pour ce faire, l'étude a porté sur les interventions du PAM en matière de repas chauds offerts aux élèves. Les résultats ont permis de mettre en exergue des actions favorables à la scolarisation des élèves dans la commune rurale de Tondikiwindi. Des progrès importants ont été observés en termes de scolarisation des filles.

Cependant, des difficultés ont été mises en relief dans le domaine de la gestion des cantines scolaires. La gestion des cantines constitue un enjeu pour l'administration scolaire et les décideurs. Ces enjeux ont trait notamment à l'utilisation des vivres selon les écoles, l'implication des communautés (CGDES) dans la gestion directe de la cantine. Enfin, étant donné les investissements qui sont faits dans ce type d'écoles, les cantines scolaires constituent des outils de politisation du secteur de l'éducation.

### Références bibliographiques

- Dia, A.T., Diagne, C., Ndiaye ; P., Faye, A., Wone, I., Gueye, B.C., Seck, I., et Diongue, M., 2009 : « Apport de la supplémentation en spiruline sur les performances scolaires des enfants en cours d'initiation à Dakar (Sénégal) », In *Santé publique*, ISSN 0995-3914, volume 21, n° 3, pp. 297-302.
- EL Hioui, M., Soualem, A., Ahami, A., O., T., Aboussaleh, Y., Rusinek, S., et Dik, K., 2008 : « Caractéristiques sociodémographiques et anthropométriques en relation avec la performance scolaire dans une école rurale de la ville de Kenitra (Maroc) », In *Antropo*, 17, pp. 25-33. [www.didac.ehu.es/antropo](http://www.didac.ehu.es/antropo)
- Galal, O., et Hulett, J., 2003 : "The relationship between nutrition and children's educational performance : a focus on the United Arab Emirates", In *British Nutrition Foundation. Nutrition Bulletin*, 28, pp. 11-20.
- Global Child Nutrition Fountion (gcnf), 2021 : *Enquête mondiale 2021 sur les programmes d'alimentation scolaire, Corruption/mauvaie gestion*. Voir : [https://survey.gcnf.org/wpcontent/uploads/2021/06/2021\\_GCNF\\_Glossary\\_French\\_Final.pdf](https://survey.gcnf.org/wpcontent/uploads/2021/06/2021_GCNF_Glossary_French_Final.pdf)

- Hallak, J., Poisson, M., 2009 : *Ecoles corrompues, Universités corrompues : Quoi faire ? Programmes d'alimentations et nutrition en milieu scolaire*, éd, Unesco.
- Lugaz, C., 2006 : Programmes d'alimentations scolaires : définitions, mise en œuvre et impact, des facteurs pouvant nuire à la réussite des programmes d'alimentations scolaires, éd. *Cahiers de recherche*, Paris, IIPE.
- Lange, M. F., Zoungrana, C. M., & Yaro, Y., 2006 : Éducation, enfants et sociétés de demain. Exemples africains. *Enfants d'aujourd'hui. Diversité des contextes, pluralité des parcours*, 2(11), pp. 1053-1067.
- République du Niger, 2028 : Rapport d'Etat sur le Système Educatif National, RESEN.
- Soualem, A., Aboussaleh, Y., Ahami, A.O.T., Sekat, N., Yakrib, S., Zouiten, F., Azzaoui, F.Z., et Rusinek, S., 2005 : « Impact du statut socio-économique sur le Développement cognitif et comportemental chez l'enfant scolarisé au Maroc », In *Journal de Thérapie Comportementale et Cognitive*, 15(2), pp. 55-60.
- Structure chargée de la coordination de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN). *Politique nationale de sécurité nutritionnelle au Niger (2016-2025)*.
- UNESCO, 2014 : *Guide méthodologique pour l'analyse sectorielle de l'éducation*. IIPE Pole de Dakar Volume1, pp 74-79.
- Lange, J., M., 2006 : *Didactique curriculaire et « éducation à...la santé, l'environnement et au développement durable » : quelles questions, quels repères ?* DOI :10.4267/2042/23954.
- PASEC, 2014 : *Performances du système éducatif nigérien : Compétences et facteurs de réussite au primaire*. PASEC, CONFEMEN, Dakar.
- RESEN, 2018 : *Rapport d'Etat sur le Système Educatif Nigérien (RESEN)*, MEP/A/PLN/EC, chapitre2.